

DECRET N° 422.....du 20..juillet.2016

**portant attributions, organisation et
fonctionnement du Ministère de l'agriculture,
de l'élevage et de la pêche**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois des finances ;
- Vu** la loi n°97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n°97-029 du 15 Janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin ;
- Vu** la proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- Vu** le décret n°2016-264 du 06 avril 2016 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure type des Ministères ;
- Vu** le décret n°2011-281 du 02 avril 2011 portant création, attributions, organisation et fonctionnement des cellules environnementales en République du Bénin ;
- Vu** le décret n°2012-541 du 17 décembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Sur** Proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Le** Conseil des ministres, entendu en sa séance du 20..juillet..2016

DECRETE

CHAPITRE I : DE L'OBJET ET DES PRINCIPES

Article 1 : Le présent décret fixe le cadre de référence pour la définition des attributions, de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Article 2 : La structure du Ministère se fonde sur les principes de clarification des missions de l'Etat et vise la construction d'une administration publique moderne pour l'efficacité du développement impliquant :

- la séparation des fonctions politiques, techniques et administratives au sein du Ministère ;
- le respect de l'intérêt général, des principes et des valeurs de la gouvernance ;
- la satisfaction des usagers/clients de l'administration publique ;
- la subsidiarité ;
- la gestion axée sur les résultats ;
- la capitalisation des bonnes pratiques ;
- la gouvernance participative et inclusive ;
- la promotion de l'égalité des chances ;
- la promotion des compétences ;
- la responsabilisation des agents publics ;
- le respect de l'environnement ;
- la reddition de comptes et l'imputabilité ;
- la rupture avec l'impunité.

CHAPITRE II : DE LA MISSION ET DES ATTRIBUTIONS DU MINISTERE

Article 3 : Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a pour mission la conception, la coordination, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la politique de l'Etat en matière d'amélioration de la production, des revenus des producteurs dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin et à la vision de développement du gouvernement.

A ce titre, il est chargé de :

- définir les politiques et stratégies de développement des pôles agricoles et d'amélioration du statut socioprofessionnel des agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et des femmes du secteur ;
- créer un environnement favorable à l'accroissement des investissements dans le secteur agricole et rural et proposer les mesures incitatives d'accès au crédit et de protection sociale des acteurs ;
- dynamiser l'interaction entre la recherche agricole, l'enseignement agricole et le développement agricole ;

- renforcer la coopération technique agricole du Bénin au niveau régional et international ;
- animer un cadre de concertation et de partenariat avec le secteur privé et les institutions partenaires incluant des contrats-plans pour la mise en œuvre effective des objectifs de développement de chaque pôle agricole ;
- doter le secteur agricole d'un plan d'investissement pour la recherche agricole, le renforcement de capacités des acteurs, l'aménagement et la modernisation des infrastructures agricoles ;
- développer des programmes intégrés de recherche pour la modernisation des chaînes de valeur des filières phares, notamment pour l'amélioration de la production, la productivité, la transformation, la conservation des produits agricoles, halieutiques et d'élevage ;
- promouvoir l'entrepreneuriat en milieu rural et périurbain dans l'agriculture, l'élevage et la pêche ;
- développer une stratégie de promotion de la qualité et du conditionnement des produits agricoles, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en collaboration avec les partenaires institutionnels concernés ;
- faciliter avec les Ministères concernés l'exploitation des ressources naturelles de façon optimale et dans un souci constant de développement durable et de préservation des écosystèmes ;
- définir les mesures visant à promouvoir et à améliorer le fonctionnement des sociétés coopératives, des groupements économiques et autres institutions agricoles, et veiller à leur bon fonctionnement ;
- contribuer à l'élaboration de plans de développement intégré avec les autres secteurs productifs ;
- appuyer les communes dans leur processus de développement économique local et de promotion des emplois ruraux ;
- associer étroitement les communes dans l'élaboration des plans de campagne agricole et des rapports d'activités ;
- veiller de concert avec les autres départements ministériels, à l'élimination du travail des mineurs dans le secteur agricole, de l'élevage et de la pêche.

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU MINISTERE

Article 4 : Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche comprend :

- le Ministre ;
- le Cabinet du Ministre ;
- les personnes et services directement rattachés au Ministre ;

- l'Inspection générale du Ministère ;
- le Secrétariat général du Ministère ;
- les directions centrales ;
- les directions techniques ;
- les organismes sous tutelle ;
- les organes consultatifs nationaux ou de gouvernance participative.

SECTION 1 : DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Article 5 : Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche dirige l'ensemble des structures du département dont il a la charge et qu'il représente au sein du gouvernement.

Il a le leadership politique et institutionnel de son secteur et veille en permanence à la qualité de la gouvernance et à l'efficacité de l'action publique dans les domaines de compétence du Ministère.

Article 6 : Le Ministre exerce ses fonctions sous l'autorité et par délégation du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement. Avec ses collègues membres du Gouvernement, il aide le Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement à s'acquitter de son mandat par l'élaboration et la conduite des politiques, programmes, projets et budgets conformément aux principes de gouvernance, à l'éthique et aux lois et règlements en vigueur au Bénin. Pour ce faire, il s'appuie sur le cadre institutionnel de mise en œuvre du Plan Stratégique de Relance su Secteur Agricole.

A ce titre, il est chargé de :

- fournir au gouvernement les prévisions sur les évolutions externes et le diagnostic des problèmes internes à partir des données, faits et chiffres de bonne qualité ;
- assurer la qualité de la gouvernance et du contrôle en veillant à l'amélioration des performances, au respect des biens publics, de l'intérêt général, des valeurs républicaines, de l'éthique, des normes et des procédures ;
- assurer la mobilisation et l'organisation des moyens pour la mise en œuvre des plans, programmes, projets et budgets ;
- définir la structure et la hiérarchie des responsabilités d'exécution dans le respect des dispositions du présent décret ;
- assurer une bonne gestion des ressources humaines et de veiller à l'amélioration continue de leurs performances ;

- accompagner les acteurs à rompre avec les pratiques qui affectent l'efficacité de l'action gouvernementale, l'image du pays et le bien-être des populations.

Article 7 : Le Ministre veille à la solidarité gouvernementale et à la synergie interministérielle en faisant jouer les mécanismes de coopération, de concertation et de coordination de l'action gouvernementale et ce, conformément aux principes et valeurs définis dans la Constitution.

Article 8 : Le Ministre soumet au Conseil des ministres les propositions de textes déterminant la politique de son secteur, les projets de lois, d'ordonnances et de décrets.

Article 9 : Le Ministre fait une communication appropriée en Conseil des ministres pour rendre compte au Chef du Gouvernement de l'évolution des résultats, des performances et de la qualité de la gouvernance de son département ainsi que des propositions d'amélioration.

Article 10 : Le Ministre est l'ordonnateur du budget de son département pour les crédits non gérés directement par le Ministre en charge des finances.

SECTION 2 : DES PERSONNES ET SERVICES DIRECTEMENT RATTACHES AU MINISTRE

Article 11 : Les personnes et services directement rattachés au Ministre comprennent :

- le Secrétariat particulier du Ministre ;
- la Cellule de contrôle des marchés publics ;
- l'Assistant du Ministre ;
- le Garde de corps ;
- les deux (02) Chauffeurs du Ministre.

SOUS-SECTION 1 : DU SECRETARIAT PARTICULIER DU MINISTRE

Article 12 : Le Secrétariat particulier a pour tâches :

- l'enregistrement et la ventilation du courrier confidentiel ou de tous autres courriers à l'arrivée, destinés spécialement au Ministre ou au Cabinet ;
- la mise en forme, l'enregistrement et l'expédition du courrier confidentiel au départ ;
- la coordination et la concertation avec le Secrétariat général du Ministère et le Secrétariat administratif pour la gestion harmonieuse, efficace et efficiente du courrier ;
- la gestion de l'agenda du Ministre ;

- l'exécution de toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

Le Secrétaire particulier du Ministre est assisté d'un (01) Secrétaire et d'un (01) Agent de liaison.

Article 13 : Le Secrétaire particulier du Ministre a rang de Chef de Service. Il est nommé par arrêté du Ministre parmi les cadres de catégorie B, échelle 1 de la Fonction publique ou de niveau équivalent s'il devrait être choisi en dehors de l'Administration publique.

SOUS-SECTION 2 : DE LA CELLULE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS

Article 14 : La Cellule de contrôle des marchés publics assure le contrôle a priori des opérations de passation des marchés publics dont les montants sont inférieurs aux seuils fixés par décret.

La Cellule de contrôle des marchés publics est chargée de :

- procéder à la validation du plan de passation des marchés de l'autorité contractante et des dossiers d'appel d'offres avant le lancement de l'appel à la concurrence ;
- accorder, à la demande de l'autorité contractante les autorisations et dérogations nécessaires, en conformité avec les textes en vigueur ;
- assister aux opérations d'ouverture des plis ;
- procéder à la validation du rapport d'analyse comparative des propositions et du procès-verbal d'attribution provisoire du marché ;
- procéder à la validation de projets d'avenants ;
- établir à l'attention de l'autorité contractante un rapport annuel d'activités.

Article 15 : La Cellule de contrôle des marchés publics comprend :

- le Chef de cellule ;
- un juriste ;
- un spécialiste en passation des marchés publics ;
- deux (02) cadres de catégorie A, échelle 1.

La Cellule peut faire appel à toute personne dont la compétence serait jugée nécessaire.

Article 16 : Le Chef de la cellule de contrôle des marchés publics et les autres membres sont choisis parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique justifiant d'une expérience avérée dans le domaine des marchés publics, ou

de niveau équivalent s'ils devraient être choisis en dehors de l'Administration publique.

Le Chef de la cellule de contrôle des marchés publics a rang de directeur technique.

Article 17 : Le poste de Chef de la cellule de contrôle des marchés publics du Ministère est soumis à un appel à candidatures.

Les modalités de sélection et d'affectation du Chef de la Cellule de contrôle des marchés publics sont précisées par décret.

SOUS-SECTION 3 : DE L'ASSISTANT DU MINISTRE

Article 18 : L'Assistant du Ministre assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission. Il collabore à l'amélioration des performances du Ministère.

A ce titre, il est chargé de :

- la recherche d'informations et de la documentation utiles au Ministre ;
- la planification et du suivi des activités du Ministre au moyen d'un tableau de bord ;
- l'élaboration des projets de comptes rendus, de rapports et de discours ;
- l'exécution de toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

Il est nommé par arrêté du Ministre parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique ou de niveau équivalent s'il devrait être désigné en dehors de l'administration publique.

Il a rang de directeur technique.

SECTION 3 : DU CABINET DU MINISTRE

Article 19 : Le Cabinet du Ministre est un conseil de surveillance de l'accomplissement de la mission de sauvegarde de l'intérêt général confiée au Ministre. Il assiste le Ministre en vue d'assurer l'orientation, la gouvernance, le leadership, la bonne image et la performance globale du Ministère.

A ce titre, il est chargé de :

- proposer au Ministre, en collaboration avec le Secrétariat général du Ministère, les grandes orientations destinées à traduire la vision, la politique et les stratégies du gouvernement dans les secteurs d'activités relevant du Ministère ;
- s'assurer de l'application correcte du programme d'actions du gouvernement et des orientations stratégiques du département en collaboration avec le Secrétariat général du Ministère ;

- veiller à la production et à la diffusion de statistiques fiables concourant à l'amélioration de la qualité des décisions ;
- assurer la gouvernance au sein du Ministère en veillant au respect de l'intérêt général, de l'éthique et des valeurs républicaines tout en tenant compte de la finalité, de la mission et des attributions du Ministère ;
- consulter périodiquement les usagers/clients ;
- veiller en permanence aux exigences d'évolution, de progrès, d'innovation et d'apprentissage par rapport aux dynamiques nationales, régionales et internationales ;
- veiller au développement du leadership, à la qualité de l'encadrement du Ministère, à la qualité de la coordination au sein du Ministère, notamment la qualité de la supervision et de la standardisation des méthodes et des services fournis par le Ministère ;
- veiller à l'amélioration continue de la performance globale du Ministère, de ses politiques et de ses services notamment la satisfaction des usagers/clients ainsi que celle du personnel du Ministère ;
- veiller à l'orientation résultat du Ministère en recentrant notamment les priorités sur les résultats/impacts et non sur les ressources/intrants et les activités ;
- s'assurer que le Ministère a développé des partenariats, réseaux, concertations et relations avec les autres départements ministériels, le secteur privé, la société civile, les usagers/clients, les partenaires techniques et financiers aux plans national et international pour améliorer ses performances ;
- s'assurer que les efforts de réforme et de modernisation de l'administration sont traduits dans les actions et donnent des résultats probants au sein du Ministère, et que la culture administrative nouvelle impacte la finalité de la gouvernance ;
- émettre son avis sur les dossiers sensibles du département ministériel ;
- exécuter toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

Article 20 : Le Cabinet du Ministre comprend :

- le Directeur de Cabinet ;
- le Directeur Adjoint de Cabinet ;
- cinq (05) Conseillers techniques au maximum, selon les domaines de compétence du Ministère dont un (01) Conseiller technique juridique.

SOUS-SECTION 1 : DU DIRECTEUR DE CABINET

Article 21 : Le Directeur de Cabinet, sous l'autorité du Ministre, assure la coordination des activités du Cabinet.

A ce titre, il est chargé de :

- animer le travail de gouvernance, d'orientation stratégique et de leadership qui incombe au Cabinet pour la performance globale du Ministère ;
- identifier et valoriser les opportunités, anticiper ou prévenir les menaces et risques dans le champ de compétence du Ministère ;
- planifier, organiser, diriger et évaluer les activités du Cabinet dans le sens de la gouvernance et du leadership, notamment par l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi-évaluation et la capitalisation des plans d'actions du cabinet ;
- veiller à l'amélioration continue des politiques, activités et résultats dans le domaine de compétence du Ministère ;
- s'assurer régulièrement que toutes les parties prenantes aux missions du Ministère concourent à sa performance et à la satisfaction des usagers/clients ;
- veiller à prendre des initiatives et dispositions en vue de développer des partenariats susceptibles d'améliorer les ressources, les activités et la performance globale du Ministère ;
- veiller à la prévention et la résolution des conflits d'attributions et des crises internes au Ministère, entre Ministères et entre le Ministère et les tiers ;
- développer un tableau de bord pertinent renseignant en permanence sur la conduite des missions et la réalisation des performances du Ministère, incluant la production de rapports trimestriels et annuels du Cabinet ;
- veiller à la synergie entre le Cabinet et le Secrétariat général du Ministère ;
- apprécier les correspondances soumises à la signature du Ministre.

Tous les autres membres du Cabinet relèvent de son autorité et lui rendent compte de leurs activités.

Le Directeur de Cabinet dispose d'un Assistant.

SOUS-SECTION 2 : DU DIRECTEUR ADJOINT DE CABINET

Article 22 : Le Directeur Adjoint de Cabinet assiste le Directeur de Cabinet et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Sur proposition du Directeur de Cabinet, le Ministre définit par arrêté les affaires dont le Directeur Adjoint de Cabinet assure la gestion permanente au sein du Cabinet.

SOUS-SECTION 3 : DE L'ASSISTANT DU DIRECTEUR DE CABINET

Article 23 : L'Assistant du Directeur de Cabinet assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission. Il collabore à l'amélioration des performances du Directeur de Cabinet.

A ce titre, il est chargé de :

- rechercher des informations et la documentation utiles au Directeur de Cabinet ;
- assister le Cabinet dans le traitement du courrier ;
- appuyer la planification et le suivi des activités du Directeur de Cabinet au moyen d'un tableau de bord ;
- élaborer les projets de comptes rendus, de rapports et de discours, ou tous autres documents de travail du Cabinet ;
- exécuter toutes autres tâches à lui confiées.

L'Assistant du Directeur de Cabinet est nommé par arrêté du Ministre sur proposition du Directeur de Cabinet parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique.

Il a rang de directeur technique.

SOUS-SECTION 4 : DES CONSEILLERS TECHNIQUES

Article 24 : Le Conseiller technique, dans son domaine de compétence, est chargé de :

- faire des analyses prospectives susceptibles d'alimenter la vision et l'orientation politique que le Cabinet doit imprimer au Ministère ;
- apporter sa contribution à la mission d'orientation, de gouvernance et de leadership du Cabinet ;
- assurer la veille stratégique notamment par la collecte, le traitement et la diffusion des informations politiques, scientifiques et la valorisation des bonnes pratiques permettant de maintenir le Ministre, son Cabinet et le Ministère à un niveau d'information et de connaissance compatible avec les exigences de l'ère des technologies de l'information, de la communication et de la globalisation ;
- centraliser au sein d'une base de données, toutes les informations susceptibles de favoriser le suivi par le cabinet des secteurs et des structures de son champ de compétence afin d'assurer la performance globale du Ministère ;

- animer des séances et des ateliers de réflexion/créativité/capitalisation et de formation au sein du Cabinet et du Ministère ;
- émettre des avis sur les dossiers qui lui sont affectés par le Ministre ou par le Directeur de cabinet.

CHAPITRE IV : DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE

Article 25 : L'Inspection générale du Ministère est un organe de contrôle et d'inspection à compétence limitée au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.

Un décret pris en Conseil des ministres définit le cadre général des attributions, de l'organisation et du fonctionnement des Inspections générales des Ministères.

Article 26 : L'Inspection générale du Ministère a pour mission d'assister le Ministre dans son rôle de contrôle régulier du fonctionnement et des performances des structures du Ministère et des organismes sous tutelle.

Article 27 : Les attributions de l'Inspection générale du Ministère portent sur le contrôle des activités de gestion administrative, financière et comptable du Ministère ainsi que des organismes sous tutelle.

L'Inspection générale du Ministère est chargée notamment,

▪ **en matière de contrôle de la gestion administrative :**

- de vérifier la mise en place effective des structures prévues dans l'organigramme du Ministère et des organismes sous tutelle ;
- de contrôler le fonctionnement régulier des services centraux et extérieurs du Ministère ainsi que des organismes et entreprises sous tutelle ;
- de contrôler la gestion des ressources humaines ;
- de veiller au respect des normes déontologiques en rapport avec la notion de service public ;
- de s'assurer de la disponibilité des manuels de procédures, de leur mise à jour régulière, de leur appropriation et de leur application effective ;
- de vérifier et de s'assurer de la bonne exécution des missions assignées aux directions, organismes et entreprises sous tutelle du Ministère en conformité avec les textes en vigueur ;
- de mener tous audits, études et enquêtes ;
- de vérifier l'effectivité de la valorisation des conclusions et recommandations des rapports d'étude, d'audit et d'évaluation validés concernant les activités du Ministère et des organismes ou projets sous tutelle ;

- de contrôler périodiquement l'exécution des programmes et projets du Ministère et des organismes sous tutelle ;
- de formuler un avis technique sur les rapports de performance du Ministère ;
- de proposer au Ministre toutes mesures susceptibles d'améliorer les performances des directions et structures opérationnelles sous tutelle ;
- **en matière de contrôle de la gestion financière et comptable :**
 - de vérifier la régularité des opérations d'encaissement de recettes budgétaires non fiscales par les services et organismes sous tutelle du Ministère ;
 - de vérifier la régularité et l'effectivité des opérations de dépense imputables au budget du Ministère ;
 - de contrôler l'exécution financière et physique des programmes et des projets ;
 - de veiller à la mise en place d'un système de gestion et de protection du patrimoine du Ministère en collaboration avec la Direction de l'administration et des finances ;
 - de s'assurer de la bonne tenue des divers registres et livres prévus par la réglementation.

Article 28 : L'Inspection générale du Ministère rend compte de ses activités au Ministre et à la Présidence de la République.

Article 29 : Sans préjudice des dispositions de l'article 77 ci-dessous, le poste d'Inspecteur général du Ministère est soumis à un appel à candidatures.

Les modalités de sélection et d'affectation de l'Inspecteur général du Ministère sont précisées par décret.

CHAPITRE V : DU SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE

Article 30 : Le Secrétariat général du Ministère est l'organe chargé de l'exécution correcte de la mission du Ministère. Il veille à l'atteinte des résultats et à la satisfaction des citoyens.

Il assure la continuité de l'administration du Ministère.

A ce titre et sous l'autorité du Ministre, il :

- propose en liaison avec le Cabinet les orientations stratégiques destinées à traduire la vision, les politiques et les stratégies du gouvernement, dans les secteurs d'activités relevant du Ministère ;

- veille à la mise en œuvre du programme d'actions du gouvernement et des orientations stratégiques du département en collaboration avec le Cabinet du Ministre ;
- veille à aligner toutes les directions centrales et les directions techniques sur les orientations stratégiques et les priorités gouvernementales ;
- élabore et met en œuvre un programme de renforcement du leadership au sein du Ministère ;
- émet un avis technique sur les dossiers soumis à l'étude et à la décision du Ministre ;
- élabore, met en œuvre, évalue et capitalise le plan d'amélioration de la performance globale du Ministère, de ses politiques, de ses partenariats et de ses services, notamment la satisfaction des usagers /clients et du personnel du Ministère ;
- veille à faire de l'atteinte des résultats une exigence institutionnelle du Ministère en recentrant notamment les priorités sur les résultats/impacts et non sur les ressources/intrants et activités ;
- développe, en collaboration avec le Cabinet du Ministre et en liaison avec les autres départements ministériels, des partenariats, des réseaux et des concertations avec le secteur privé, la société civile, les usagers/clients, les partenaires techniques et financiers aux plans national et international ;
- élabore, met en œuvre, évalue et capitalise le plan de réforme, de modernisation et de transformation de la culture administrative au sein du Ministère ;
- assure l'élaboration d'un rapport annuel de capitalisation des bonnes pratiques pour consolider les acquis et enrichir la culture administrative ;
- exécute toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre dans le strict respect des lois et règlements.

Le Secrétariat général du Ministère est dirigé par un Secrétaire général assisté d'un Secrétaire général adjoint.

Les Directeurs centraux, les directeurs techniques, les directeurs départementaux et les responsables d'organismes sous tutelle sont sous l'autorité du Secrétaire général du Ministère.

Article 31 : Le Secrétariat général du Ministère comprend :

- le Secrétaire général du Ministère ;
- le Secrétaire général adjoint du Ministère ;
- l'Assistant du Secrétaire général du Ministère ;

- le Secrétariat administratif ;
- la Cellule juridique ;
- la Personne responsable des marchés publics ;
- la Commission de passation des marchés publics ;
- la Cellule sectorielle de pilotage de la réforme administrative et institutionnelle ;
- le Secrétariat technique permanent du Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole.

SECTION 1 : DU SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE

Article 32 : Le Secrétaire général du Ministère est sous l'autorité directe du Ministre. Il assiste le Ministre dans l'administration, la coordination et la gestion du Ministère en conformité avec les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

A ce titre, il est chargé de :

- superviser la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations stratégiques, des politiques, plans, programmes et projets du Ministère ;
- planifier, organiser, diriger et contrôler les activités de l'ensemble des directions centrales, techniques et départementales ;
- suivre les activités des organismes sous tutelle ;
- établir à partir d'une analyse des forces, faiblesses, opportunités, menaces et risques, les plans d'amélioration de la qualité et de la performance globale d'une part ; les plans d'effectifs, de carrière, de formation, de financement, de consommation de crédits, de passation de marché et de communication du Ministère d'autre part ;
- veiller régulièrement à la satisfaction de toutes les parties prenantes aux domaines de compétence du Ministère ;
- prendre, en collaboration avec le Directeur de cabinet du Ministre, les initiatives et dispositions en vue de développer des partenariats susceptibles d'améliorer les ressources, la conduite des activités et la performance globale du Ministère ;
- élaborer les projets de lettres de mission, de contrats d'objectif et de modèle de rapports mensuel, trimestriel et annuel pour les principaux postes de responsabilité au sein du Ministère ;
- apporter au Ministre l'appui technique, des conseils et avis pour le succès de sa mission ;

- prévenir et gérer les crises et les conflits d'attributions entre structures du Ministère, entre Ministères et entre le Ministère et les tiers ;
- améliorer l'image et la performance globale du Ministère par le biais d'un dispositif de suivi-évaluation comprenant des tableaux de bord et des rapports trimestriel et annuel ;
- présider la Cellule sectorielle de pilotage de la réforme administrative et institutionnelle.

SECTION 2 : DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Article 33 : Le Secrétaire général adjoint du Ministère assiste le Secrétaire général du Ministère. Il le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Sur proposition du Secrétaire général du Ministère, le Ministre définit par arrêté les affaires dont le Secrétaire général adjoint du Ministère assure la gestion permanente au sein du Ministère.

SECTION 3 : DE L'ASSISTANT DU SECRETAIRE GENERAL

Article 34 : L'Assistant du Secrétaire général du Ministère assiste celui-ci dans l'accomplissement de sa mission. Il aide le Secrétaire général du Ministère à améliorer ses performances.

A ce titre, il est chargé de :

- la recherche d'informations et de la documentation utiles au Secrétaire général du Ministère ;
- la gestion de l'agenda du Secrétaire général du Ministère en liaison avec les Responsables de toutes les structures relevant de son autorité ;
- la planification et du suivi des activités du Secrétariat général ;
- l'élaboration de projets de lettres et de rapports.

Il exécute toutes autres tâches à lui confiées par le Secrétaire général du Ministère dans le cadre de l'exécution de sa mission.

L'Assistant du Secrétaire général du Ministère est nommé par arrêté du Ministre sur proposition du Secrétaire général du Ministère, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique ayant accompli au moins six (06) ans de service.

L'Assistant du Secrétaire général du Ministère a rang de directeur technique.

SECTION 4 : DU SECRETARIAT ADMINISTRATIF

Article 35 : Le Secrétariat administratif du Ministère est l'organe central de gestion du courrier ordinaire. Il est sous l'autorité du Secrétaire général du Ministère et est dirigé par le Chef du Secrétariat.

Le Chef du Secrétariat administratif réceptionne, enregistre, soumet à l'appréciation du Secrétaire général du Ministère, le courrier ordinaire au départ et à l'arrivée et assure sa ventilation, en cas de besoin, sur instruction du Secrétaire général du Ministère.

SECTION 5 : DE LA CELLULE JURIDIQUE

Article 36 : La Cellule juridique du Ministère exerce sous l'autorité du Secrétaire général du Ministère la triple fonction de conseil, d'information et de rédaction de documents juridiques.

A ce titre, elle est chargée de :

- assister le Secrétaire général du Ministère dans l'analyse des implications juridiques des dossiers en donnant un avis circonstancié sur les projets de contrat, de marchés et de conventions de tout service ou organisme sous tutelle ;
- participer à l'élaboration de tous les projets de textes à caractère législatif ou réglementaire et documents contractuels concernant le Ministère ;
- veiller à la mise à jour des textes législatifs et réglementaires relatifs aux structures et aux activités du secteur pour tenir compte des évolutions en la matière ;
- veiller à l'élaboration et à l'adoption des textes d'application des lois et décrets relatifs au secteur ;
- participer au suivi et au contrôle des contrats auxquels le Ministère est partie ;
- participer aux réflexions concernant le règlement de tout litige opposant le Ministère à toute personne morale ou physique ;
- assurer la rédaction de mémoire et de suivre les procédures judiciaires en rapport avec l'Agent judiciaire du Trésor et les éventuels conseils du Ministère ;
- apporter, dans un souci de prévention des litiges, les informations pertinentes en vue de susciter une prise de conscience des impacts juridiques des actes, décisions et pratiques imputables au département ;
- faire le point périodique des litiges auxquels le Ministère est partie et de proposer des solutions alternatives adéquates de règlement au Secrétaire général du Ministère.

Article 37 : La Cellule juridique comprend au moins trois (03) juristes dont un spécialiste des questions du secteur.

La Cellule juridique peut être structurée en deux divisions :

- la Division du contentieux ;
- la Division des affaires juridiques et de la réglementation.

Les fonctions de membre de la Cellule juridique du Ministère sont exercées par des fonctionnaires titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation juridique d'une durée supérieure ou égale à cinq (05) années d'études supérieures après le baccalauréat.

Le Chef de la Cellule juridique est un spécialiste d'un des domaines de compétence couverts par le secteur. Il doit justifier d'un minimum de six (06) ans d'expériences professionnelles.

Le Chef de la Cellule juridique a rang de directeur technique.

Il est nommé par arrêté du Ministre parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique ou de niveau équivalent s'il devrait être désigné en dehors de l'Administration publique.

SECTION 6 : DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

Article 38 : La gestion des marchés publics et des délégations de service public est assurée conformément aux dispositions de la loi n°2009-02 du 07 août 2009 portant Code des marchés publics et des délégations de service public en République du Bénin et des textes subséquents.

Article 39 : La Personne responsable des marchés publics est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et des délégations de service public.

Elle exerce cette délégation de compétences et de pouvoirs sous l'autorité du Ministre et lui rend compte périodiquement de tous les marchés passés par le Ministère.

La Personne responsable des marchés publics est le responsable, au sein du Ministère, de la coordination des activités des directions et structures impliquées dans la chaîne de passation et d'exécution des marchés publics.

Le Secrétaire général du Ministère est nommé Personne responsable des marchés publics par le Ministre.

Article 40 : La Personne responsable des marchés publics a pour mission de conduire la procédure de passation, depuis le choix de cette dernière jusqu'à la désignation de l'attributaire et l'approbation du marché définitif ou de la délégation de service public. Elle est habilitée, sous délégation du Ministre, à signer le marché ou la convention de délégation de service public au nom et sous le contrôle du Ministre.

A ce titre, elle est chargée de :

- planifier les marchés publics et les délégations de service public ;

- assurer l'exécution budgétaire du marché par la réservation du crédit et sa confirmation jusqu'à la notification du marché ;
- assurer l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et de consultation en collaboration avec les services techniques compétents ;
- déterminer la procédure et le type de marché ;
- lancer les appels à concurrence ;
- assurer la rédaction des contrats et des avenants ;
- suivre l'exécution des marchés et la réception des ouvrages, fournitures et services, objet des marchés ;
- assurer la tenue des statistiques et le suivi des indicateurs de performance, la rédaction des rapports sur la passation et l'exécution des marchés et des délégations de service public pour l'Autorité contractante et leur transmission à la Direction nationale de contrôle des marchés publics et à l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- mettre en œuvre l'ensemble des procédures d'enregistrement des différentes phases administrative, technique et financière et leur pré-archivage par des méthodes modernes et efficaces notamment par archivage électronique.

SECTION 7 : DE LA COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Article 41 : La Commission de passation des marchés publics est placée sous l'autorité de la Personne responsable des marchés publics.

Elle a pour mission de :

- examiner les dossiers d'appel d'offres avant leur transmission à la Cellule de contrôle ;
- procéder à l'ouverture et au dépouillement des offres ;
- valider, dans le respect des dispositions du Code des marchés publics, les résultats des travaux de la sous-commission d'analyse ;
- assurer la transmission du rapport de dépouillement et des fiches d'analyse à la Cellule de contrôle des marchés publics ;
- procéder à un réexamen du dossier lorsque la Direction nationale de contrôle des marchés publics émet des observations sur le rapport.

Article 42 : La Commission de passation des marchés publics comprend :

- la Personne responsable des marchés publics ou son représentant qui en assure la présidence ;
- le Directeur technique concerné ou son représentant ;

- le Délégué du Contrôleur financier ;
- le Directeur général des impôts et des domaines ou son représentant ;
- un (01) juriste.

La Personne responsable des marchés publics peut s'adjoindre toutes personnes dont la compétence est jugée nécessaire.

SECTION 8 : DE LA CELLULE SECTORIELLE DE PILOTAGE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE

Article 43 : La Cellule sectorielle de pilotage de la réforme administrative et institutionnelle assure la coordination technique et le suivi de la mise en œuvre de tous les chantiers de réforme initiés par les directions au sein du Ministère.

Le Secrétaire général du Ministère coordonne les activités de la Cellule.

A ce titre, elle est chargée de :

- identifier les besoins de réformes et de participer à la mise en œuvre et au suivi des actions qui en découlent ;
- assurer la coordination de tous les programmes et projets de réformes ;
- faire le point des chantiers de réforme au Secrétaire général du Ministère pour transmission au Secrétariat permanent des structures de concertation et de coordination des réformes.

SECTION 9 : DU SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT DU CONSEIL NATIONAL D'ORIENTATION ET DE SUIVI DU SECTEUR AGRICOLE

Article 44 : Le Secrétariat technique permanent du Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole est doté d'une autonomie de gestion et placé sous la tutelle administrative du Secrétaire Général du Ministère.

Il est chargé de :

- analyser les implications techniques des orientations du Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole ;
- veiller à la mise en œuvre et au suivi des recommandations et décisions du Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole ;
- éclairer le Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole sur des questions spécifiques pour les prises de décisions ;
- préparer les sessions du Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole.

Le Responsable du Secrétariat technique permanent doit être un cadre ayant une compétence avérée en management du secteur agricole. Il est assisté d'experts spécialisés dans les domaines de politique agricole, d'agro-industrie et de développement organisationnel et institutionnel.

Le Secrétariat technique permanent peut, en cas de besoin, faire recours à des expertises extérieures.

CHAPITRE VI : DES DIRECTIONS CENTRALES

Article 45 : Les Directions centrales sont des structures d'appui du Ministère, chargées d'accompagner toutes les structures en leur assurant les ressources adéquates pour la réalisation de la mission du Ministère, l'atteinte des résultats et l'amélioration des performances.

Les Directions centrales sont :

- la Direction de l'administration et des finances ;
- la Direction de la programmation et de la prospective ;
- la Direction de l'informatique et du pré-archivage.

SECTION 1 : DE LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Article 46 : La Direction de l'administration et des finances assure la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et des services généraux au sein du Ministère.

A ce titre, elle est chargée de :

- **en matière de gestion des ressources humaines**
 - élaborer, mettre en œuvre et évaluer la stratégie de modernisation de la gestion des ressources humaines ;
 - développer une capacité d'amélioration de la communication interne, de la qualité de l'accueil des usagers, du dialogue social et du travail en équipe.
 - élaborer un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de le mettre en œuvre et de l'évaluer ;
 - élaborer, mettre en place et évaluer les cadres organiques, les fiches de postes, les plans de recrutement, les plans de carrière, le système de gestion des performances et les plans de formation ;
 - mettre en place une base de données et un dispositif de collecte et de traitement des informations pour une gestion maîtrisée des ressources humaines ;
 - informer et former le personnel sur les enjeux de gouvernance, les principes, les bonnes pratiques et les procédures de gestion des ressources humaines ;
- **en matière de gestion des ressources financières**
 - assurer la préparation du budget du Ministère ;

- élaborer un plan et des politiques de sécurisation, d'assainissement et de modernisation de la gestion des ressources financières du Ministère et les mettre en œuvre ;
- assurer le suivi budgétaire et faire le point périodique de l'état des ressources ;
- mettre en place une base de données, un dispositif de collecte et de traitement des informations pour une gestion efficace des ressources financières ;
- informer et former le personnel du Ministère sur les procédures de gestion des finances publiques ;
- **en matière de gestion des ressources matérielles et des services généraux**
 - élaborer un plan d'investissement, d'équipement, de maintenance et d'amortissement, le mettre en œuvre et l'évaluer ;
 - mettre en œuvre le plan de suivi des achats et approvisionnements, des réalisations et de leur entretien ;
 - assurer la gestion des stocks ;
 - mettre en place une base de données, un dispositif de collecte et de traitement des informations pour une gestion efficace des ressources matérielles ;
 - élaborer et mettre en œuvre le programme annuel des voyages, missions et manifestations officiels en liaison avec le Cabinet du ministre et le Secrétariat général du Ministère ;
 - mettre en place un tableau de bord de suivi des activités relatives à l'organisation des voyages, missions et manifestations officiels ;
 - assurer les formalités nécessaires à l'accomplissement des missions ;
 - informer les cadres et agents du Ministère sur les dispositions permanentes ou ponctuelles pour faciliter les voyages, missions et manifestations ;
 - assurer le service d'accueil des usagers/clients et visiteurs du Ministère ;
 - veiller à la propreté des lieux de travail.

Article 47 : La Direction de l'administration et des finances est dirigée par un spécialiste en finances publiques, ou en gestion des ressources humaines ayant des aptitudes en gestion comptable et financière.

Article 48 : Sans préjudice des dispositions de l'article 82 ci-dessous, le poste de Directeur de l'administration et des finances est soumis à un appel à candidatures.

Les modalités de sélection et d'affectation du Directeur de l'administration et des finances sont précisées par décret.

La durée en fonction du Directeur de l'administration et des finances ne peut excéder deux (02) ans dans le Ministère. Cependant, en cas d'admission à la retraite, de sanction disciplinaire ou judiciaire, et à tout moment à sa demande, il peut être déchargé de ses fonctions.

Article 49 : La Direction de l'administration et des finances comprend :

- le Secrétariat ;
- le Service des ressources humaines et du dialogue social ;
- le Service du budget et de la comptabilité ;
- le Service du matériel et des services généraux ;
- la Régie centrale.

SECTION 2 : DE LA DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

Article 50 : La Direction de la programmation et de la prospective assure la gestion du processus de planification du Ministère.

A ce titre, elle est chargée de :

- collecter, traiter et diffuser toutes les informations nécessaires à une réflexion prospective et stratégique dans les domaines de compétence du Ministère, notamment par rapport aux attentes et besoins des usagers/clients ;
- animer les processus d'analyse, de planification, de suivi-évaluation et de capitalisation au sein du Ministère ;
- élaborer, suivre et évaluer en collaboration avec le Cabinet du Ministre et le Secrétariat général du Ministère, les plans stratégiques et opérationnels du Ministère ;
- élaborer, en collaboration avec les directions techniques, les collectivités locales et les organismes sous tutelle, les programmes et projets du Ministère;
- élaborer, suivre et évaluer les documents de programmation pluriannuelle de dépenses ;
- mobiliser en liaison avec les services financiers, les financements pour les programmes et projets ;
- mettre en place une base de données et un dispositif de collecte et de traitement des informations pour soutenir le processus de planification, de

mise en œuvre des actions, de suivi-évaluation et de capitalisation au sein du Ministère ;

- veiller à la prise en compte de l'égalité des chances, de l'approche genre et de la promotion de l'emploi dans tous les programmes et projets du secteur ;
- veiller à la prise en compte des études d'impact environnemental et des stratégies d'adaptation au changement climatique pour tous les programmes et projets du Ministère.

Article 51 : La Direction de la Programmation et de la Prospective comprend :

- le Secrétariat ;
- le Service des études et de la prospective ;
- le Service de la gestion du système d'information ;
- le Service de la coopération ;
- la Cellule de suivi évaluation/capitalisation des programmes et projets ;
- la Cellule environnementale.

Article 52 : La Direction de la programmation et de la prospective est dirigée par un ingénieur planificateur, un ingénieur statisticien-économiste ou un économiste.

Le Directeur de la programmation et de la prospective est assisté d'un adjoint de même profil nommé par arrêté du Ministre.

SECTION 3 : DE LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DU PRE-ARCHIVAGE

Article 53 : La Direction de l'informatique et du pré-archivage assure, en relation avec toutes les structures du Ministère, la conception, la mise en œuvre, la coordination et le suivi-évaluation d'actions intégrées visant à :

- garantir la sécurisation formelle, l'authentification et la sauvegarde des documents administratifs et autres productions intellectuelles ;
- assurer la fluidité et l'accessibilité de l'information ;
- faciliter les relations entre les directions techniques et les usagers/clients pour un service public efficace et efficient.

Article 54 : La Direction de l'informatique et du pré-archivage comprend :

- le Secrétariat ;
- le Service des relations avec les usagers ;
- le Service de pré-archivage et de gestion des savoirs ;
- le Service informatique.

Article 55 : La Direction de l'informatique et du pré-archivage exécute sa mission en collaboration avec les structures techniques, les organismes sous tutelle du Ministère et les structures techniques des autres Ministères.

Article 56 : La Direction de l'informatique et de pré-archivage est dirigée par un spécialiste en informatique ou en sciences et techniques documentaires.

CHAPITRE VII : DES DIRECTIONS TECHNIQUES DU MINISTERE

Article 57 : Les Directions techniques sont les structures opérationnelles du Ministère. Elles sont coordonnées par le Secrétaire général du Ministère et sont chargées de la mise en cohérence, du pilotage et du suivi des différents programmes cadres sous-sectoriels.

Article 58 : Les Directions techniques du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche sont les suivantes :

- la Direction de la Qualité, des Innovations et de la Formation Entrepreneuriale;
- la Direction de la Production Végétale ;
- la Direction de l'Elevage ;
- la Direction de la Production Halieutique ;
- la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée ;
- la Direction de la Statistique Agricole ;
- la Direction du Génie Rural ;
- la Direction de la Législation Rurale, de l'Appui aux Organisations Professionnelles et à l'Entrepreneuriat Agricole.

SECTION 1 : DE LA DIRECTION DE LA QUALITE ET DES INNOVATIONS ET DE LA FORMATION ENTREPRENEURIALE

Article 59 : La Direction de la Qualité, des Innovations et de la Formation Entrepreneuriale a pour mission de garantir la qualité de la production agricole et d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations notamment par le biais de la législation rurale.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production et d'amélioration des semences végétales ;
- définir des stratégies de développement de systèmes innovants de production végétale, animale et halieutique qui garantissent la modernisation progressive du secteur ;
- organiser des activités orientées recherche en concertation avec le système national de recherche agricole ;

- concevoir un cadre de concertation avec les institutions de recherche agricole internationales, le secteur privé et les institutions partenaires afin d'élaborer des contrats-plans permettant l'accès au financement des programmes d'échanges et le transfert de compétences ;
- définir la politique et les stratégies de promotion de l'entrepreneuriat agricole, de professionnalisation et de regroupement des exploitations agricoles de type familial et de création d'exploitations agricoles modernes et d'envergure ;
- identifier les cadres institutionnels internationaux existants et faire le lobbying pour la mise en marché et l'appui à la normalisation des produits agricoles, d'élevage et halieutiques béninois, en collaboration avec le Ministère en charge du commerce ;
- élaborer et mettre en œuvre la stratégie nationale de professionnalisation des secteurs précités par la formation technique, les programmes d'échange et les bourses scolaires et universitaires, en partenariat avec les Ministères en charge des enseignements ;
- concevoir un système d'information intégré des connaissances et technologies existantes, l'actualiser et le diffuser auprès des acteurs ;
- définir et suivre la mise en œuvre de la législation rurale, en liaison avec les autres structures compétentes de l'Etat ;
- coordonner les interventions des partenaires, des organisations et du secteur privé se rapportant à la sécurité alimentaire.

SECTION 2 : DE LA DIRECTION DE LA PRODUCTION VEGETALE

Article 60 : La Direction de la production végétale a pour mission de garantir la diversité et la qualité de la production végétale.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production et d'amélioration des semences végétales ;
- mener des études sectorielles, diagnostiques et prospectives sur les chaînes de valeurs (intran, production, récolte, stockage et agents de changement nécessaires) des filières végétales ;
- élaborer des stratégies sectorielles, distinguant le marché domestique et l'exportation, incluant le mode de financement, l'expertise, les infrastructures et le cadre institutionnel nécessaire au développement des filières végétales ;
- rechercher et mettre en place des partenariats publics privés pour mettre en œuvre une stratégie intégrée et ambitieuse d'investissement dans les infrastructures, le renforcement de l'expertise et la mécanisation des outils ;
- définir des stratégies de développement de systèmes innovants de production végétale qui garantissent la modernisation progressive du secteur, en collaboration avec la direction en charge de la qualité ;

- identifier les cadres institutionnels internationaux existants et faire le lobbying pour la mise en marché et l'appui à la normalisation des produits végétaux béninois, en collaboration avec le Ministère en charge du commerce ;
- concevoir un système d'information intégré des productions, connaissances et technologies existantes, l'actualiser et le diffuser auprès des acteurs ;
- coordonner les interventions des partenaires, des organisations et du secteur privé se rapportant à la production végétale.

SECTION 3 : DE LA DIRECTION DE L'ELEVAGE

Article 61 : La Direction de l'élevage a pour mission de garantir la diversité et la qualité de la production animale dans ses composantes de zootechnie et de santé animale.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production et d'amélioration des semences animales ;
- définir et veiller à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de santé animale, de santé publique vétérinaire, de réglementation de la profession et du médicament vétérinaires ;
- élaborer des outils de mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires de police sanitaire, de bien-être concernant les animaux destinés à l'abattage, les produits animaux importés ou destinés à l'exportation et en assurer la diffusion et l'utilisation ;
- mener des études sectorielles, diagnostiques et prospectives sur les chaînes de valeurs (intrant, production, récolte, stockage et agents de changement nécessaires) des filières animales ;
- élaborer des stratégies sectorielles, distinguant le marché domestique et l'exportation, incluant le mode de financement, l'expertise, les infrastructures et le cadre institutionnel nécessaire au développement des filières animales ;
- rechercher et mettre en place des partenariats publics privés pour mettre en œuvre une stratégie intégrée et ambitieuse d'investissement dans les infrastructures, le renforcement de l'expertise et la mécanisation des outils ;
- définir des stratégies de développement de systèmes innovants de production animale qui garantissent la modernisation progressive du secteur, en collaboration avec la direction en charge de la qualité ;
- assurer la surveillance épidémiologique, les campagnes de prophylaxie et toutes autres interventions dans le domaine de la santé publique vétérinaire, en relation avec les structures concernées ;
- assurer l'inspection des médicaments vétérinaires et le contrôle vétérinaire des denrées animales et d'origine animale et des facteurs de production animale ;

- identifier les cadres institutionnels internationaux existants et faire le lobbying pour la mise en marché et l'appui à la normalisation des produits d'origine animale béninois, en collaboration avec le Ministère en charge du commerce ;
- concevoir un système d'information intégré des productions, connaissances et technologies existantes, l'actualiser et le diffuser auprès des acteurs ;
- coordonner les interventions des partenaires, des organisations et du secteur privé se rapportant à l'élevage.

SECTION 4 : DE LA DIRECTION DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE

Article 62 : La Direction de la production halieutique a pour mission de garantir la diversité et la qualité de la production halieutique.

A ce titre, elle est chargée de :

- définir et suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière de production et d'amélioration des semences halieutiques ;
- mener des études sectorielles, diagnostiques et prospectives sur les chaînes de valeurs (intrans, production, récolte, stockage et agents de changement nécessaires) des filières halieutiques ;
- élaborer des stratégies sectorielles, distinguant le marché domestique et l'exportation, incluant le mode de financement, l'expertise, les infrastructures et le cadre institutionnel nécessaire au développement des filières halieutiques ;
- rechercher et mettre en place des partenariats publics privés pour mettre en œuvre une stratégie intégrée et ambitieuse d'investissement dans les infrastructures, le renforcement de l'expertise et la mécanisation des outils ;
- définir des stratégies de développement de systèmes innovants de production animale qui garantissent la modernisation progressive du secteur, en collaboration avec la direction en charge de la qualité ;
- identifier les cadres institutionnels internationaux existants et faire le lobbying pour la mise en marché et l'appui à la normalisation des produits halieutiques béninois, en collaboration avec le Ministère en charge du commerce ;
- concevoir un système d'information intégré des productions, connaissances et technologies existantes, l'actualiser et le diffuser auprès des acteurs ;
- coordonner les interventions des partenaires, des organisations et du secteur privé se rapportant à la production halieutique.

SECTION 5 : DE LA DIRECTION DE LA STATISTIQUE AGRICOLE

Article 63 : La Direction de la statistique agricole a pour mission de constituer une base informationnelle durable permettant d'orienter les décisions et mesurer l'impact des actions pour le développement agricole et rurale.

A ce titre, elle est chargée de :

- réaliser des enquêtes et recensement pour obtenir des données de référence fiables sur le secteur agricole et l'alimentation ;
- assurer la tenue des statistiques agricoles ;
- concevoir un système d'information intégré des statistiques et connaissances, l'actualiser et le diffuser auprès des acteurs publics et privés.

SECTION 6 : DE LA DIRECTION DE L'ALIMENTATION ET DE LA NUTRITION APPLIQUEE

Article 64 : La Direction de l'alimentation et de la nutrition appliquée a pour mission de prévenir les déséquilibres alimentaires et promouvoir un mode alimentaire sain et adapté.

A ce titre, elle est chargée de :

- participer aux côtés du Conseil de l'alimentation et de la nutrition à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation de la politique nationale de l'alimentation ;
- effectuer la surveillance alimentaire et nutritionnelle des populations ;
- élaborer une stratégie de diversification alimentaire et s'assurer de sa mise en œuvre ;
- élaborer et mettre en œuvre des programmes favorisant l'alimentation en quantité et en qualité suffisantes, notamment dans la restauration collective et scolaire ;
- identifier les populations les plus vulnérables afin de prévenir les crises alimentaires et nutritionnelles ;
- contrôler le respect des dispositions sanitaires par les établissements publics et privés ;
- contribuer aux côtés du Conseil de l'alimentation et de la nutrition à la coordination au niveau national des interventions des partenaires, des organisations et du secteur privé se rapportant à l'alimentation et à la nutrition.

SECTION 7 : DE LA DIRECTION DU GENIE RURAL

Article 65 : La Direction du génie rural a pour mission d'assurer la gestion rationnelle et durable des infrastructures agricoles et rurales.

A ce titre, elle est chargée de :

- élaborer et suivre la mise en œuvre des politiques et stratégies d'aménagements hydro-agricoles, d'équipements et de mécanisation agricoles ;
- définir et vulgariser les normes techniques de réalisation des infrastructures et des équipements ruraux en liaison avec les structures compétentes de l'Etat ;

- homologuer les matériels et équipements et de définir leurs conditions techniques optimales d'utilisation dans les domaines des aménagements hydro-agricoles, de la mécanisation agricole, de la desserte rurale et des technologies appropriées ;
- promouvoir les techniques innovantes de maîtrise de l'eau à des fins agricoles, pastorales et halieutiques ;
- élaborer une stratégie de gestion durable de la fertilité des sols et de valorisation des zones de culture, d'élevage et des pêcheries ;
- s'assurer de la sécurisation foncière en milieu rural, en liaison avec les structures compétentes de l'Etat.

SECTION 8 : DIRECTION DE LA LEGISLATION RURALE, DE L'APPUI AUX ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET A L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE.

Article 66 : La Direction de la législation rurale, de l'appui aux organisations professionnelles et à l'entrepreneuriat agricole a pour mission de définir la politique de l'Etat en matière de promotion des sociétés coopératives, des groupements économiques d'initiative commune, des organisations professionnelles agricoles et autres institutions rurales, des activités des jeunes ruraux et des femmes rurales et de veiller à son application.

A ce titre, elle est chargée :

- contribuer à la mise à jour, à la vulgarisation et au suivi de la mise en œuvre de la législation foncière rurale ;
- promouvoir le suivi et l'analyse de l'évolution des sociétés coopératives, des organisations professionnelles agricoles et de leurs unions ;
- contribuer à l'élaboration de mesures politiques, juridiques, sociales et économiques favorisant le développement, la diversification des activités et l'extension des sociétés, des organisations professionnelles agricoles et de leurs unions en vue d'apporter un meilleur soutien à la production agricole ;
- étudier les conditions de vie et de travail des jeunes ruraux et des femmes rurales et préconiser des mesures favorisant le développement de leurs activités économiques et l'amélioration de leurs conditions sociales ;
- élaborer des propositions favorables à la création d'exploitations agricoles et d'activités rurales en rapport avec les productions agricoles en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes ruraux ;
- élaborer la stratégie et coordonner les activités d'appui aux organisations professionnelles du secteur ;
- mettre en œuvre des mesures propres à faire respecter les textes législatifs et réglementaires régissant les organisations professionnelles agricoles ;

- contribuer à l'élaboration de la politiques agricole en matière d'appui aux organisations professionnelles agricoles ;
- contribuer à la diffusion et à la circulation de l'information entre le Ministère et les organisations professionnelles agricoles

CHAPITRE VIII : DES ORGANISMES SOUS TUTELLE

Les organismes sous tutelle comprennent les entreprises publiques ou semi-publiques, les offices, les agences et autres structures à gestion autonome. La création, la mission, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de ces organismes ainsi que les modalités du contrôle exercé sur eux sont régis par des textes spécifiques.

La création et la restructuration d'organismes sous tutelle sont autorisées, après avis du ministre en charge de la réforme administrative, par décret pris en Conseil des ministres.

La demande d'autorisation de création ou de restructuration est dûment motivée.

Article 67 : Les organismes sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche comprennent :

- les Centres d'action régionale pour le développement rural ;
- l'Office national de soutien des revenus agricoles ;
- l'Institut national des recherches agricoles du Bénin ;
- le Fonds national de développement agricole ;
- l'Agence de développement de la mécanisation agricole ;
- l'Agence de promotion des aménagements agricoles ;
- l'Agence béninoise de la sécurité sanitaire des aliments ;
- le Laboratoire central de sécurité sanitaire des aliments ;
- l'Office national d'appui à la sécurité alimentaire ;
- la Société nationale pour la promotion agricole ;
- le Conseil national d'orientation et de suivi du secteur agricole.

CHAPITRE IX : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

SECTION 1 : DES ORGANES DE CONSULTATION ET DES REVUES PERIODIQUES

Article 68 : Il est institué au sein du Ministère un Comité des directeurs et une revue trimestrielle.

Ces organes, à caractère consultatif, consacrent prioritairement leurs réunions aux questions de gouvernance et de réforme, de satisfaction des usagers/clients, de culture administrative, de développement et d'esprit d'équipe.

Le Ministre peut instituer d'autres Comités consultatifs en cas de besoin.

Article 69 : Le Comité des directeurs est présidé par le Ministre et comprend, le Directeur de cabinet, le Directeur adjoint de cabinet, le Secrétaire général du Ministère, le Secrétaire général adjoint du Ministère, les Conseillers techniques, les directeurs centraux et techniques ou assimilés.

Le Comité des directeurs :

- examine les dossiers à l'ordre du jour du Conseil des ministres ;
- finalise les notes techniques sur les dossiers du Conseil des ministres ;
- fait le point d'exécution des activités du Ministère ;
- arrête les modalités de mise en œuvre des instructions du Conseil des ministres.

Il se réunit une fois par semaine et toutes les fois en tant que de besoin.

Article 70 : Il est institué au sein du Ministère un Comité d'orientation budgétaire dans le cadre de la préparation du budget général de l'Etat.

Article 71 : Le Comité d'orientation budgétaire est présidé par le Ministre et comprend les membres du Cabinet du Ministre, le Secrétaire général du Ministère et son adjoint, les directeurs centraux et techniques, les directeurs des organismes sous tutelle, les directeurs départementaux, les chefs de programmes et projets, les chefs de service, les points focaux et les représentants du personnel.

Article 72 : La revue trimestrielle est le cadre de revue périodique de performance du Ministère par rapport à la mission et aux objectifs sectoriels. Elle statue sur les progrès enregistrés, les difficultés rencontrées, les leçons et les perspectives. Elle donne son avis sur les cas de manquement à la discipline.

La revue trimestrielle est présidée par le Ministre. Elle comprend les membres du Cabinet du Ministre, le Secrétaire général du Ministère et son adjoint, les directeurs centraux et techniques, les directeurs des Organismes sous tutelle, les directeurs départementaux, les chefs de programmes et projets, les chefs de service, les points focaux et les représentants du personnel, les représentants des usagers/clients, et les représentants des organismes de lutte contre la corruption.

La revue se tient une (01) fois par trimestre. Elle peut se tenir en session extraordinaire en cas de besoin.

Article 73 : Il est institué au sein du Ministère, une revue annuelle du secteur présidée par le Ministre.

Elle comprend les membres du Cabinet du Ministre, le Secrétaire général du Ministère et son adjoint, les directeurs centraux et techniques, les directeurs des organismes sous tutelle, les directeurs départementaux, les chefs de programmes et

projets, les chefs de service, les points focaux et les représentants du personnel, les représentants des usagers/clients ainsi que les représentants des organismes de lutte contre la corruption.

Elle est chargée de faire le bilan du plan de travail annuel et d'évaluer le niveau de prise en compte des recommandations issues des revues trimestrielles.

Article 74 : Chaque direction centrale, technique ou organisme sous tutelle se réunit périodiquement en comité de direction au moins une fois par quinzaine. Des sessions extraordinaires peuvent se tenir en cas de besoin.

Les sessions du comité de direction sont consacrées à :

- l'examen périodique du point de mise en œuvre du plan de travail annuel ;
- l'analyse des insuffisances et des écarts par rapport aux objectifs fixés ;
- l'appréciation des conditions et du climat de travail à l'interne ;
- la définition et le suivi de la mise en œuvre des mesures correctives.

Le Comité de direction est présidé par le Directeur et comprend les Chefs de service ou assimilés et les représentants du personnel.

SECTION 2 : DES MODALITES DE NOMINATION

Article 75 : Le Directeur de Cabinet et le Directeur Adjoint de Cabinet sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique ayant accompli au moins dix (10) ans de service ou parmi tous autres cadres supérieurs de niveau équivalent, s'ils devraient être désignés en dehors de l'Administration publique.

Article 76 : Les Conseillers techniques sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 de la Fonction publique ayant accompli au moins six (06) ans de service ou parmi tous autres cadres supérieurs de niveau équivalent, s'ils devraient être désignés en dehors de l'Administration publique.

Article 77 : L'Inspecteur général du Ministère est nommé par décret pris en Conseil des ministres conformément à l'article 29 ci-dessus et au répertoire de dotation des hauts emplois techniques, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1 ayant au moins dix (10) ans d'ancienneté ou parmi les cadres de niveau équivalent, s'il devrait être désigné en dehors de l'Administration publique. Il doit être au moins à trois (03) ans de la date de son admission à la retraite dans la Fonction publique, avoir des expériences et aptitudes en matière de contrôle et n'avoir jamais été condamné pour malversations administrative, économique ou financière.

Article 78 : En raison du nombre, de la ramification des structures et de l'effectif du Ministère, l'Inspecteur général du Ministère peut être assisté d'un (01) adjoint nommé dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Article 79 : La durée en fonction de l'Inspecteur général du Ministère et de son adjoint ne peut excéder deux (02) ans au Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Cependant, en cas d'admission à la retraite, de sanction disciplinaire ou judiciaire, et à tout moment à leur demande, ils peuvent être déchargés de leurs fonctions.

Article 80 : Le Secrétaire général du Ministère et le Secrétaire général adjoint du Ministère sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, conformément à la procédure de dotation des hauts emplois techniques, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1, au moins à partir du huitième échelon et appartenant à l'un des principaux corps du Ministère.

Article 81 : La durée en fonction du Secrétaire général du Ministère, de son adjoint et du Directeur de la programmation et de la prospective est de trois (03) ans renouvelable.

Cependant, en cas d'admission à la retraite, de sanction disciplinaire ou judiciaire, et à tout moment à leur demande, ils peuvent être déchargés de leurs fonctions.

Article 82 : Les directeurs centraux, les directeurs techniques et les directeurs départementaux sont nommés par décret pris en Conseil des ministres, conformément à la procédure de dotation des hauts emplois techniques, parmi les cadres de catégorie A, échelle 1, ayant au moins six (06) ans d'ancienneté dans la Fonction publique et possédant les compétences et aptitudes requises dans leurs domaines respectifs d'activités ou parmi les cadres de niveau équivalent s'ils devraient être désignés en dehors de l'Administration publique.

Article 83 : Compte tenu des attributions liées à leurs postes, le Directeur de cabinet et son adjoint, les Conseillers techniques, l'Inspecteur général du Ministère et son adjoint, le Secrétaire général du Ministère et son adjoint, les directeurs centraux, les directeurs techniques, les directeurs départementaux, les directeurs des organismes sous tutelle et autres responsables doivent avoir des aptitudes au leadership, à la communication écrite et orale et au travail en équipe.

Article 84 : Les performances du Directeur de Cabinet et de son adjoint, des Conseillers techniques, de l'Inspecteur général du Ministère et de son adjoint, du Secrétaire général du Ministère et de son adjoint, des directeurs centraux, des directeurs techniques, des directeurs départementaux et autres responsables nommés en Conseil des ministres sont évaluées systématiquement chaque année suivant la logique de gestion axée sur les résultats. L'insuffisance de résultats et le

non-respect des principes et valeurs de gouvernance peuvent justifier leur révocation.

Article 85 : Les Chefs de service sont nommés par arrêté du Ministre, sur proposition du Directeur dont ils relèvent, parmi les cadres de catégorie A ayant au moins quatre (04) ans d'ancienneté ou de catégorie B justifiant d'une ancienneté supérieure ou égale à huit (08) ans dans la Fonction publique et possédant les compétences et aptitudes requises pour l'exercice des emplois qui leur sont confiés.

Les performances des Chefs de service sont évaluées systématiquement chaque année suivant la logique de gestion axée sur les résultats. L'insuffisance de résultats et le non-respect des principes et valeurs de gouvernance peuvent justifier leur révocation.

Article 86 : En cas de faute grave matériellement établie selon les procédures en vigueur, le Directeur de Cabinet et son adjoint, les Conseillers techniques, l'Inspecteur général du Ministère et son adjoint, le Secrétaire général du Ministère et son adjoint, les directeurs centraux, les directeurs techniques, les directeurs départementaux, les directeurs des organismes sous tutelle, tous autres responsables nommés en Conseil des ministres et les chefs de service peuvent être révoqués ou déchargés de leur fonction.

Relèvent des fautes graves dans le cadre du présent décret :

- les manquements à l'obligation de respect de la hiérarchie et de discrétion ;
- le défaut de compétence ;
- le manque de probité et d'équité ;
- la corruption, la concussion, la malversation et le détournement de deniers publics.

Article 87 : Les cadres nommés aux postes de responsabilité ne peuvent occuper cumulativement aucun autre emploi, aucune autre fonction ou aucune autre charge à l'exception de l'enseignement dans les structures publiques de formation.

Article 88 : Des séminaires de renforcement des capacités administratives et de leadership sont organisés chaque année par le Ministère en charge du travail et de la Fonction publique et le Secrétariat général du gouvernement au profit des cadres nouvellement nommés par décret pris en Conseil des ministres.

Article 89 : Les avantages liés aux fonctions de Directeur de Cabinet, de Directeur Adjoint de Cabinet, de Conseiller technique, de Secrétaire général du Ministère, de Secrétaire général adjoint du Ministère, de Directeur central, de Directeur technique, de Directeur général, d'Assistant du ministre, d'Assistant du Directeur de Cabinet, d'Assistant du Secrétaire général du Ministère et de Chefs de service et assimilés

sont déterminés conformément aux régimes indemnitaires applicables en République du Bénin

SECTION 3 : DES MODALITES D'APPLICATION DU DECRET

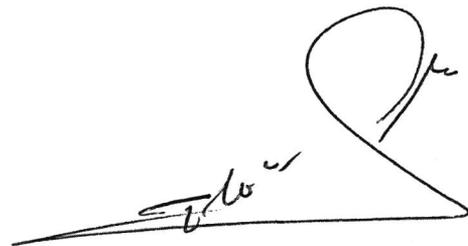
Article 90 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des directions ou structures assimilées du Ministère sont définis par arrêté du Ministre sur proposition de leurs responsables respectifs, après consultation de la Cellule sectorielle de pilotage de la réforme administrative et institutionnelle et avis du Ministère en charge de la réforme administrative et institutionnelle.

Article 91 : Le Ministre chargé de la réforme administrative et institutionnelle et le Ministre chargé de l'agriculture veillent, chacun en ce qui le concerne, à la diffusion, à la vulgarisation et au respect strict des dispositions du présent décret.

Article 92 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°2012-541 du 17 décembre 2012 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, sera publié au Journal Officiel.

Fait à Cotonou le 20 juillet 2016

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON

Le Ministre d'Etat,
Secrétaire Général de la Présidence



Pascal Irénée KOUPAKI

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche



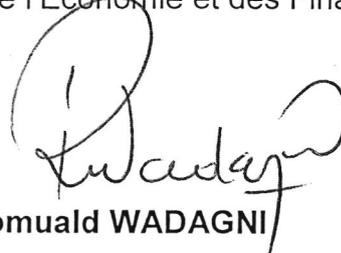
Delphin Olorounto KOUDANDE

Le Ministre du Travail, de la Fonction
publique et des Affaires Sociales



Adidjatou MATHYS

Le Ministre de l'Economie et des Finances



Romuald WADAGNI